



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques  
Interministérielles et de l'Environnement  
Bureau de l'Environnement**

**ARRÊTÉ n° PREF-SAPPIE-BE-2023-0346**

**du 31 juillet 2023**

**portant ouverture d'une enquête publique concernant une demande  
d'autorisation environnementale relative à l'exploitation d'une plateforme logistique déposée  
par la SAS GREEN'DEV située sur le territoire de la commune de SENS**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement Livre V, Titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les chapitres II (évaluation environnementale) et III (participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement) du Titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

VU la demande reçue le 21 octobre 2022 et complétée le 5 avril 2023, par laquelle la SAS GREEN'DEV sollicite une autorisation environnementale pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Sens ;

VU le dossier comprenant une étude d'impact produit à l'appui de la demande susvisée ;

VU le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées en date du 6 juillet 2023 ;

VU l'attestation d'absence d'avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) en date du 6 février 2023, et les avis rendus par les services au cours de la phase d'examen, joints au dossier d'enquête publique ;

VU l'ordonnance du Président du Tribunal administratif de Dijon en date du 10 juillet 2023, désignant Messieurs Michel BREUILLÉ, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement à la retraite, en qualité de commissaire enquêteur, et Gérard FARRÉ-SÉGARRA, Colonel honoraire de gendarmerie, en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

CONSIDÉRANT que la SAS GREEN'DEV sollicite une autorisation environnementale relative à l'exploitation d'une plateforme logistique située sur le territoire de la commune de Sens ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre cette demande à enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1 :** Une enquête publique, de 31 jours consécutifs, relative à la demande d'autorisation environnementale de la SAS GREEN'DEV pour l'exploitation d'une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Sens, sera ouverte à la mairie de Sens du samedi 16 septembre 2023 (9 h) au lundi 16 octobre 2023 (18 h) inclus.

**ARTICLE 2 :** Les pièces du dossier comprenant une étude d'impact, l'attestation d'absence d'avis de la MRAe, l'avis des services consultés dans le cadre de la phase d'examen, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Sens pendant toute la durée de l'enquête du 16 septembre 2023 (9 h) au 16 octobre 2023 (18 h) inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le commissaire enquêteur sera présent à la mairie de Sens les :

- samedi 16 septembre 2023 de 9h à 12h ,
- mercredi 20 septembre 2023 de 14 à 17h ,
- jeudi 28 septembre 2023 de 9 à 12h ,
- mardi 10 octobre 2023 de 14 à 17h ,
- lundi 16 octobre 2023 de 15 à 18h ,

pour recevoir en personne les observations et propositions du public, qui seront consignées sur le registre ouvert à cet effet.

Les observations que soulève le projet pourront également être adressées :

- **soit par voie électronique :**

- sur un registre dématérialisé, à l'adresse suivante :

<https://www.registre-dematerialise.fr/4809>

ou

- à l'adresse e-mail associée au registre dématérialisé suivante :

[enquete-publique-4809@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4809@registre-dematerialise.fr)

(Les observations et propositions transmises à cette adresse e-mail seront consultables sur le registre dématérialisé et donc visibles par tous).

- **soit par courrier** adressé à la mairie de Sens (siège de l'enquête), à l'attention du commissaire enquêteur.

**ARTICLE 3 :** Le dossier complet de demande d'autorisation environnementale pourra également être consulté sur :

- le site internet des services de l'État dans l'Yonne à l'adresse suivante : [www.yonne.gouv.fr](http://www.yonne.gouv.fr) (Actions de l'Etat / Environnement / Installations classées / Enquêtes publiques) ;

- sur un poste informatique mis à disposition du public du 16 septembre 2023 au 16 octobre 2023 à la préfecture de l'Yonne à Auxerre (Bureau de l'Environnement) de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30, sur rendez-vous en téléphonant au 03.86.72.78.17 ou 03.86.72.79.89.

**ARTICLE 4 :** Le conseil municipal de Sens, celui des communes de Malay-le-Grand et Saligny dont une partie du territoire est touchée par le rayon d'affichage réglementaire de 1 km autour du site concerné, ainsi que le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Grand Sénonais seront appelés à donner leur avis. Ces avis pourront être pris dès l'ouverture de l'enquête publique, mais ne seront pas pris en considération s'ils sont exprimés au-delà des quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 5: Un avis au public comportant toutes indications concernant l'enquête sera affiché, aux frais de la SAS GREEN'DEV, par les soins des maires, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci à la mairie de Sens et dans les mairies de Malay-le-Grand et Saligny, à tous endroits où l'attention des tiers sera suffisamment attirée.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires des communes ci-dessus énoncées.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage du site, visible et lisible de la voie publique.

Les affiches devront mesurer au moins 42 cm x 59,4 cm (format A2) et comporter le titre « Avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur. Les informations seront écrites en caractères noirs sur fond jaune.

Cet avis sera également publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne, dans les mêmes délais, à l'adresse suivante : [www.yonne.gouv.fr](http://www.yonne.gouv.fr) / Actions de l'État / Environnement / Installations classées / Enquêtes publiques.

ARTICLE 6 : L'enquête sera également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture et dans les huit premiers jours de celle-ci par les soins des services préfectoraux, dans les journaux « L'Yonne Républicaine » et « L'Indépendant de l'Yonne ».

Les frais de publication seront à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 7: Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après information du Préfet et avis de l'exploitant, prolonger l'enquête publique pour une durée maximale de quinze jours.

ARTICLE 8: A l'expiration de la durée de l'enquête, fixée à l'article 1 du présent arrêté, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui convoquera dans la huitaine le responsable de la SAS GREEN DEV' et lui communiquera sur place les observations et propositions écrites et orales consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai maximum de quinze jours, un mémoire en réponse.

ARTICLE 9 : Le commissaire enquêteur rédigera d'une part, un rapport comportant le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

ARTICLE 10 : Le commissaire enquêteur transmettra à la préfecture de l'Yonne le registre et les pièces annexées avec le rapport et les conclusions motivées, dans un délai de trente jours à l'issue de l'enquête publique. Il adressera simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal administratif de Dijon.

ARTICLE 11 : Le Préfet adressera, dès réception, copie du rapport et des conclusions aux maires des communes mentionnées à l'article 4 du présent arrêté, ainsi qu'au responsable de la SAS GREEN'DEV.

Par ailleurs, toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, ainsi que du mémoire en réponse du demandeur, à la préfecture ou dans les mairies susmentionnées.

Ces éléments seront également mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Yonne, pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

ARTICLE 12 ; La décision prise par le Préfet, à l'issue de la procédure, est une autorisation environnementale assortie du respect de prescriptions ou un refus.

ARTICLE 13 : Toute information sur le projet peut être demandée auprès de Monsieur Marc TERREL responsable du dossier pour la SAS. GREEN'DEV, 66 Quai du Maréchal Joffre – 92400 COURBEVOIE, dont les coordonnées sont les suivantes : m.terrel@green-dev.fr

ARTICLE 14 : La Secrétaire générale de la préfecture, les maires de Sens, Malay-le-Grand et Saligny, ainsi que le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera adressé :

- au Président du Tribunal administratif de Dijon,
- à la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- à la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur de la SAS GREEN'DEV.

Fait à Auxerre, le **31 JUIL. 2023**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,  
Directrice de Cabinet,



Marion Aoustin-Roth